



N° **064** APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
/AONR/MINTP/CIPM-TERI/2026 DU **28 JUIL 2026**

EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE, GEOTECHNIQUE
ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINS TRONCONS DE
ROUTE DANS LES REGIONS DU LITTORAL ET DE L'OUEST. FINANCEMENT : BUDGET
DU MINTP - LIGNE FONDS ROUTIER - EXERCICES 2026, 2027 ET 2028.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la campagne d'entretien des routes nationales et régionales pour l'exercice 2026, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Restreint pour le contrôle technique, géotechnique et la surveillance de certains tronçons de route dans les régions du Littoral et de l'Ouest.

2. Consistance des Prestations

Les prestations à réaliser consisteront à :

- Surveiller l'exécution des travaux ;
- Assurer le contrôle technique de la mise en œuvre des travaux ;
- Proposer à la signature du Chef de Service du marché des ordres de services nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- Vérifier les études d'impact environnemental et social réalisées par l'entreprise, veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement ;
- Veiller à l'établissement des plans de récolement.
- Contrôler la qualité, la coordination et la progression des travaux est à la charge du Maître d'œuvre ;
- Suivre les études d'exécution de l'Entreprise, examiner la conformité au projet, formuler l'avis techniques et les propositions pour validation par le Chef de Service du Marché ;
- Diriger l'exécution du contrat des travaux ;
- Suivre et respecter le cahier de charges ;
- Suivre l'établissement des plans de récolement ;
- Assurer toutes autres sujétions utiles à la bonne exécution du projet.
- Suivre la tenue des ouvrages pendant la période de garantie ;
- Assister lors des opérations de réception définitive et conduire les diligences de clôture de chantier.

Les prestations qui sont confiées au Cocontractant comportent quatre (04) missions :

- Mission 1 DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- Mission 2 OPC : Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier ;
- Mission 3 AOR : Assistance aux opérations de réception ;
- Mission 4 : Assistance au Maître d'Ouvrage pendant la période de garantie.

Lesdites prestations à exécuter sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Référence.

3. Allotissement

Les prestations sont constituées en deux (02) lots présentées comme suit :

N° Lots	Régions	Tronçons	Délais (mois)	Coût Prévisionnels TTC (CFA)	Type d'intervention
1-OU	OUEST	Dschang - Fongo Tongo (Limite Sud-Ouest)	15	Année 2026 : 90 000 000 Année 2027 : 90 000 000 Année 2028 : 70 000 000 Total : 250 000 000	Contrôle technique, géotechnique et la surveillance des travaux
		Bamendjou - Batié (Int N5) et Ecole Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Centre Babouantou - Carrefour MANGA - Carrefour Basseu (Int N5) (14,2 km)			
		Bandja - Fotouni Chefferie et bretelles			
2-LT	LITTORAL	YABASSI (INTER R0306) - SOLE-MABOMBE (Lim Moungo) -LOUM (carrefour Bonkeng)	14	Année 2026 : 70 000 000 Année 2027 : 90 000 000 Année 2028 : 90 000 000 Total : 250 000 000	
		Pont Sanaga - Carrefour Song Mbengue - Inouiya (Fin Goudron)			
		Inouiya (Fin Goudron) - Ngambe			
TOTAL				500 000 000	

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des opérations à l'issue des études préalables est de deux cent cinquante millions (250 000 000) F CFA pour chaque lot, pour un coût total de cinq cent millions (500 000 000) de F CFA Toutes Taxes Comprises.

5. Délai prévisionnel des prestations

Les délais maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres sont respectivement de 15 et 14 mois calendaires pour les lots 1-OU et 2-LT. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à tous les Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets du sous-secteur d'activité « Routes », installés au Cameroun, de Catégories A, B ou C.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget du MINTP, Ligne Fonds Routiers, Exercices 2026, 2027 et 2028.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est « exclusivement en ligne ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier agréé par le Ministre en charge de finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics accompagné

du récépissé de dépôt délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC). Les montants en FCFA desdites garanties sont respectivement de :

Lots	Montant de la caution (en FCFA)
1-OU	Un million (1 000 000)
2-LT	Un million (1 000 000)

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP à l'adresse (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cent cinquante mille (150 000) Francs CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait dudit DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte Postale, Numéro de téléphone, fax, E-mail ...).

Cette quittance devra identifier l'acquéreur comme représentant du soumissionnaire désireux de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Présentation des offres

Les tailles maximales des volumes 1, 2 et 3 ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur le plateforme COLEPS au plus tard le 26 AOÛT 2026 à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous pli fermé, accompagné de l'original de la Caution de Soumission et du Récépissé de consignation de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, au plus tard le 26 AOÛT 2026 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 064 /AONR/MINTP/CIPM-TERI/2026 DU 28 JUIL 2026
EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE,
GEOTECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX
D'ENTRETIEN DE CERTAINS TRONCONS DE ROUTE DANS LES
REGIONS DU LITTORAL ET DE L'OUEST.

FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP, LIGNE FONDS ROUTIER, EXERCICES 2026, 2027
ET 2028
(COPIE DE SAUVEGARDE) ».

13. Recevabilité des plis

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

L'ouverture des offres administrative et technique aura lieu, le 26 AOÛT 2026 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures placée auprès du Ministère des Travaux Publics, située au 3^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.

A l'issue de l'examen des pièces administratives et de l'évaluation des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera effectuée dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires dont le dossier administratif est conforme et ayant obtenu une note technique égale ou supérieure à soixante-quinze (75) points sur cent (100).

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

a) Dossier administratif incomplet pour :

- Absence de l'original de la caution de soumission à l'ouverture ;
- Absence de la CDEC à l'ouverture ;

- Absence 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;
- Non-conformité dans 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;

b) Offre technique incomplète pour absence ou non-conformité de l'un des éléments/d'une des conditions ci-après :

- un Chef de Mission par lot postulé remplissant les conditions suivantes :
 - **Formation de base :** Ingénieur en Génie Civil (BAC+3 ou plus), inscrit à l'ONIGC.
 - **Expérience générale en BTP :** au moins dix (10) ans.
 - **Expérience spécifique :** avoir occupé le poste de Chef de Mission dans au moins deux (02) projets de contrôle technique, géotechnique et la surveillance des travaux routiers ou d'ingénieur de suivi dans au moins trois (03) projets de contrôle technique, géotechnique et la surveillance des travaux routiers.
- la note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
- une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché public au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises (BET) défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
- une capacité de financement (ligne de crédit disponible) conformément au modèle joint, d'un montant minimum comme indiqué dans le tableau ci-après, Justifiée par une attestation délivrée d'une Banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances ou par une commission bancaire :

N° du Lot	Montant de la capacité financière (en F CFA)
1-OU	Soixante quinze millions (75 000 000)
2-LT	Soixante quinze millions (75 000 000)

- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à 75/100.

c) Offre financière incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces ci-après :

- La soumission datée, signée et timbrée (voir modèle pièce 7.A) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) (voir modèle pièce 7.I) paraphé à toutes les pages, daté et signé à la dernière page ;
- Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises (voir modèle pièce 7.J) paraphé à toutes les pages, daté et signé à la dernière page ;
- Les Sous-détails des Prix Unitaires (voir modèle pièce 7.K) paraphés à toutes les pages
- Omission dans l'Offre financière d'un prix quantifié ;

d) Fausse déclaration, pièce falsifiée ou pièce non authentique ;

e) Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;

f) L'utilisation de la clé COLEPS d'un autre soumissionnaire.

15.2-Critères essentiels

15.2.1 Offre technique

- Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après :
 - a- Qualification et expérience des experts affectés à l'opération (sur 55 points) ;
 - b- Références du Bureau de Contrôle/Groupement de Bureaux de Contrôle (sur 21 points) ;
 - c- Moyens techniques, logistiques et matériels à mettre en place (sur 24 points)

Le score technique minimum requis est de 75/100

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

15.2.2 Offre financière

Seules les offres financières des soumissionnaires, dont les offres auront été déclarées recevables à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1^{ère} étape) et de l'évaluation technique (2^{ème} étape) et dont les offres financières témoins scellées contenues dans l'enveloppe C auront été transmises tel qu'indiqué ci-dessus, seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après :

$NM = MMd \times 100 / MS$

NM = Note financière relative au montant évalué de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd = Montant évalué de l'offre la moins-disante ;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(70 \times \text{Note Technique}) + (30 \times \text{Note Financière})] / 100$$

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante, c'est-à-dire celle ayant obtenu la note finale la plus élevée et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres. Dans le cadre de cet Appel d'Offres, un soumissionnaire ne peut être attributaire que d'un (01) lot.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit centre administratif ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48, ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

Yaoundé, le 28 JUIL 2026



Emmanuel NGANOU D.



No. **064** LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AONR/MINTP/CIPM-TERI/2026 OF **28 JUL 2026**
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE TECHNICAL AND GEOTECHNICAL
CONTROL, AS WELL AS THE SUPERVISION OF MAINTENANCE WORKS ON SOME
ROAD SECTIONS IN THE LITTORAL AND WEST REGIONS. FINANCING: MINTP
BUDGET - ROAD FUND LINE, 2026, 2027 AND 2028 FINANCIAL YEARS.

1. Subject of the Call for Tenders

As part of the national and regional roads maintenance campaign for the 2026 financial year, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches a Limited National Call for Tenders, for the technical and geotechnical control, as well as the supervision of maintenance works on some road sections in the Littoral and West Regions.

2. Scope of Services

Services to be provided shall include:

- Supervising the execution of works;
- Ensuring the technical control of the execution of works;
- Proposing service orders, necessary for the proper execution of works, to the Contract Manager for signing;
- Checking environmental and social impact assessment carried out by the contractor, providing quality assurance and ensuring the implementation of environmental protection measures;
- Ensuring the availability of post-completion drawings;
- The Project Owner shall be responsible for quality control, coordination and progress of the works;
- Monitoring the contractor's execution studies, examining conformity with the project, referring technical opinions and proposals to the Contract Manager for approval;
- managing the works contract execution;
- monitoring and complying with the specifications;
- monitoring the establishment of post-completion drawings;
- carrying out any other tasks necessary for the proper execution of the project;
- monitoring the upkeep of structures during the warranty period;
- assisting in final acceptance operations and conducting the project closeout procedures.

The services assigned to the Contracting Partner include four (4) missions:

- Mission 1, WEM: Works contracts execution management;
- Mission 2, SMC: Scheduling, management and coordination of work site;
- Mission 3, AAO: Assistance to acceptance operations;
- Mission 4: Assisting the Project Owner during the guarantee period.

The services to provide are clearly defined in the Terms of Reference.

3. Allotment

The services shall be divided into two (2) lots as follows:

Lot No.	Regions	Road Sections	Time Frame (Months)	Estimated Costs Including Taxes (CFAF)	Type of Intervention
1-OU	WEST	Dschang - Fongo Tongo (South-West limit)	15	Year 2026: 90,000,000 Year 2027: 90,000,000 Year 2028: 70,000,000 Total: 250,000,000	Technical and geotechnical control, as well as supervision of works
		Bamendjou - Batie (Int N5) and École Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Babouantou Centre - Carrefour MANGA - Carrefour Basseu (Int N5) (14.2 km)			
		Bandja - Fotouni Chefferie and ramps			
2-LT	LITTORAL	YABASSI (INTER R0306) - SOLE - MABOMBE (Mungo Limit) - LOUM (Carrefour Bonkeng)	14	Year 2026: 70,000,000 Year 2027: 90,000,000 Year 2028: 90,000,000 Total: 250,000,000	
		Sanaga Bridge - Carrefour Song Mbengue - Inouiya (Fin Goudron)			
		Inouiya (Fin Goudron) - Ngambe			
TOTAL				500,000,000	

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of preliminary studies is two hundred and fifty million (250,000,000) CFA francs for each lot, for a total cost of five hundred million (500,000,000) CFA francs, including taxes.

5. Estimated Execution Time Frame

The maximum execution time frame set by the Project Owner for the provision of services under this Call for Tenders is 15 and 14 calendar months for lots 1-OU and 2-LT respectively. This time frame shall take effect from the date of notification of the order to commence service delivery.

6. Eligibility

Participation shall be opened on equal terms to all categories A,B, and C Cameroon-based Technical Consulting Firms and consortia in the "Roads" sub-sector.

7. Financing

Services under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works, Road Fund Line, 2026, 2027 and 2028 Financial Years.

8. Bidding Method

Bids can be submitted "exclusively online". In other words, physical tender submission shall not be applicable under this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline, issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents and delivered by a financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds as part of Public Contracts, together with the submission receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC). The amounts of the aforementioned guarantees, in CFA francs, are as follow:

Lots	Bid Bond Amount (in CFAF)
1-OU	One million (1,000,000)
2-LT	One million (1,000,000)

The provisional security must be the original copy and not older than three (3) months, otherwise it will be rejected.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be automatically released upon publication of the contract award decision. In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided.

Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional security.

10. Consultation of Tender Documents

Hard copies of the Tender Documents may be freely consulted during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaounde, located on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, Room 4/36, at Etoudi, administrative centre. Soft copies can also be accessed online via the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or on the PCRA website (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

Tender Documents may be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at ETOUDI, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs.

Upon withdrawal of the tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full contact information (PO Box, Telephone Number, Fax, Email, etc.).

The said receipt must identify the purchaser as the representative of the contractor willing to participate in this Call for Tenders.

It is also possible to obtain soft copies of Tender Documents by free download on the COLEPS platform via the addresses indicated above. However, online tendering shall be subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12. Presentation of Tenders

Maximum sizes of volumes 1, 2 and 3 or the files that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative File (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Bid (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Bid (Volume 3).

Accepted formats include:

- PDF format for text documents;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13. Submission of Tenders

Tenderers must upload the bids on the COLEPS platform no later than ~~26~~ **6** ~~AUGUST~~ **AUGUT 2026** at 11 a.m. Besides, a backup copy of the bid saved in a USB, CD or DVD drive and the original bid bond shall be submitted against a receipt in a sealed envelope, together with the deposit receipt from the Deposits and

Consignments Fund (CDEC) at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at ETOUDI, no later than 28 JUL 2026 at 11 a.m. It shall bear the following:

No. **064** "LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AONR/MINTP/CIPM-TERI/2026 OF **28 JUL 2026**
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE TECHNICAL AND
GEOTECHNICAL CONTROL, AS WELL AS THE SUPERVISION OF
MAINTENANCE WORKS ON SOME ROAD SECTIONS IN THE
LITTORAL AND WEST REGIONS.

FINANCING: MINTP BUDGET, ROAD FUND LINE, 2026, 2027 AND 2028 FINANCIAL
YEARS
(BACKUP COPY)".

13. Bid Admissibility

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds as part of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launching date.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened in two stages.

Administrative and technical offers shall be opened on _____ at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Rehabilitation Works at the Ministry of Public Works, situated on the 3rd floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, located at Etoudi, administrative centre.

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice with sound knowledge of their file.

At the end of the evaluation of administrative documents and technical offers, the financial bids shall be opened under the same conditions, at a date to be communicated later to bidders whose administrative documents meet the requirements, and who have obtained a technical score of at least seventy-five (75) out of one hundred (100) points.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

a) Incomplete administrative file due to:

- Absence of the original bid bond at the opening of tenders;
- Absence of the receipt from the CDEC at the opening session;
- Absence, 48 hours after the opening of tenders, of at least one of the documents in the administrative file, except for the bid bond;
- Non-compliance, 48 hours after the opening of tenders, of at least one of the documents in the administrative file.

b) Incomplete or non-compliant technical offer due to the absence or non-fulfilment of one of the following elements/conditions:

- A Mission Head, per lot tendered for, meeting the following criteria:
 - Basic training: Civil Engineer with at least a Bachelor's Degree (GCE A-L +3) enrolled into NOCE;
 - General experience in the Building and Public Works (BPW) sector: at least ten (10) years.
 - Specific experience: having worked as a Mission Head on at least two (2) projects involving the technical and geotechnical control, as well as the supervision of road construction works, or as a Monitoring Engineer on at least three (3) such projects.
- The methodology note (organisation, planning and understanding of the project);
- A formal declaration attesting that the bidder did not abandon a public contract over the past three years and is not on the list of failing companies (TCFs) drawn up by the Ministry of Public contracts;
- A financing capacity (available credit line) in accordance with the attached model, for a minimum amount as indicated in the table below, evidenced by an attestation issued by a first-class bank approved by the Minister in Charge of Finance or by a recognised banking commission:

Lot No.	Amount of Financing Capacity (in CFAF)
1-OU	Seventy-five million (75,000,000)
2-LT	Seventy-five million (75,000,000)

- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of a dated and signed statement of commitment to comply with environmental and social terms and conditions;
- Not having obtained a technical score of at least 75/100.

c) Incomplete financial file due to the absence or non-compliance of one of the following required documents:

- The dated, signed and stamped bid (see sample document 7.A);
- The Unit Price Schedule (UPS) (see sample document 7.I) initialled on all pages and signed on the last page;
- The Bill of Quantities (BOQ) indicating amounts with and without VAT (see sample document 7.J), initialled on all pages, dated and signed on the last page;
- The breakdown of unit prices (see sample document 7.K), initialled on all pages;
- Omission of a quantified price in the financial bid.

d) False declaration, forged or unauthentic documents;

e) Non-compliance with the file format for bids submitted online;

f) The use of another contractor's COLEPS key.

15.2-Essential Criteria

15.2.1 Technical Bid

- The technical offers shall be evaluated according to the following essential criteria:
 - a- Qualifications and experience of experts assigned to the operation (out of 55 points);
 - b- References of the control firm/consortium of control firms (out of 21 points);
 - c- Technical, logistical and material resources to be put in place (out of 24 points).

The minimum technical score required is 75 out of 100.

Note: Any state employee listed without justification of their availability shall not be assessed.

15.2.2 Financial Bid

Only the financial offers of tenderers whose tenders shall have been declared compliant upon analyses of administrative documents (1st stage) and technical offer (2nd stage), and whose sealed sample financial bids contained in envelope C shall have been submitted as indicated above, shall be assessed according to the following criteria:

$NM = MMd \times 100 / MS$

NM = Financial score relating to the assessed amount of the tenderer's financial bid;

MMd = Lowest bid assessed amount;

MS = Tenderer's assessed amount.

The technical score and financial score shall be weighted to obtain the final mark N (technico-financial score) based on the following formula:

$$N = [(70 \times \text{Technical score}) + (30 \times \text{Financial score})] / 100$$

16. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

17. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder, the one that obtained the highest final score deemed substantially in conformity with the Tender Documents. As part of this Call for Tenders, any bidder cannot be awarded more than one (1) lot.

18. Further Information

Further technical information can be obtained at the Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaounde, located on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, situated at Etoudi or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

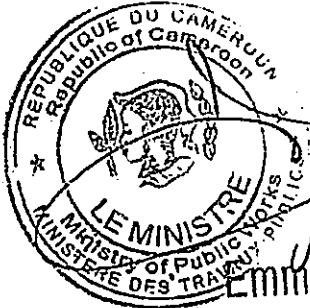
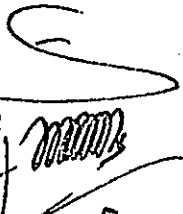
19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

20. Fight Against Corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to MINMAP on the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48 or text MINTP on 88 00 2042.

Yaounde, 28 JUL 2026

 
Emmanuel NGANOU D.